

Les fondements de notre organisation judiciaire datent de la Révolution française et ont été complétés sous le Consulat et l'Empire.

Sous l'Ancien Régime, la justice était caractérisée par la diversité des juridictions, en raison de la nature de l'Ancien Droit.

Chaque région et chaque corps de métiers étaient régis par un ensemble de règles particulières. A côté des juridictions royales, il existait des juridictions seigneuriales et des juridictions canoniques. On trouvait également des tribunaux consulaires en matière commerciale, tribunaux d'amirautés en matière maritime et même certaines juridictions de nature administrative (la Cour des Aides en matières fiscales, et la Chambre des comptes du Parlement à Paris).

Au sommet de la hiérarchie les Parlements qui dans chaque province jouaient le rôle de juridiction d'appel et enfin le Conseil des parties qui siégeait aux côtés du Roi.

Cet enchevêtrement engendrait de nombreux conflits de compétence, les procès étaient très longs par la multitude des recours.

Ensuite il y avait des privilèges de juridiction dont bénéficiaient certaines catégories de justiciables (la noblesse et le clergé), ce qui n'assurait pas l'égalité des citoyens devant la justice et enfin les charges qui obligeaient les plaideurs à payer leurs juges.

Les révolutionnaires abolirent ainsi le 4 août 1789 les juridictions seigneuriales, les privilèges de juridiction et la vénalité des charges. Ils maintinrent les tribunaux à titre provisoire et quelques mois après les Parlements ne reprenaient plus leurs fonctions.

Une nouvelle organisation devait donc être instituée et fut élaborée entre 1790 et 1810 et fut maintenue jusqu'en 1958.

Après la Constitution de 1958 une rénovation des institutions judiciaires fut entreprise et se poursuit encore actuellement.

## **1 L'élaboration des institutions**

### **a) Les principes fondamentaux**

La loi du 26 août 1790 posa certains principes fondamentaux sur lesquels reposent encore aujourd'hui les bases de nos institutions.

Il s'agit du principe de la séparation des pouvoirs (Roi → exécutif), le principe de l'égalité devant la justice, le principe de gratuité, le principe du double degré de juridiction, de l'instauration d'un jury populaire en matière criminelle, de la professionnalisation des magistrats et le ressort des juridictions (compétence territoriale doivent coïncider avec les circonscriptions administratives).

La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen fut également proclamée le 26 août 1789 :

Le citoyen respectueux de la loi est garanti contre les arrestations, détentions,

Le principe de l'égalité des peines et des délits est affirmé tout comme le principe de la non rétroactivité des lois pénales.

Le principe de la présomption d'innocence est proclamé.

Les libertés d'opinion et de conscience sont esquissées.

La séparation des pouvoirs est conçue comme un principe de démocratie.

L'Assemblée constituante institua les tribunaux de district qui sont les ancêtres de nos tribunaux de grande instance et les justices de paix qui sont devenues les tribunaux d'instance.

Seules les anciennes juridictions consulaires chargées de statuer sur les litiges commerciaux survécurent à la Révolution parce qu'elles étaient composées de juges et furent maintenues sous le nom de tribunaux de commerce.

Sous le Consulat et l'Empire, le tribunal de cassation fut en effet rapidement institué afin d'uniformiser l'interprétation de la loi, tout comme le Conseil d'Etat sur le plan administratif.

Pour ce qui est de la justice pénale, c'est à cette époque qu'est élaboré le Code pénal et fixe trois sortes d'infractions en fonction de leur gravité : les délits municipaux, les délits correctionnels et les délits et crimes.

Trois types de juridictions sont créés : dans chaque commune un tribunal de police municipale, au niveau du canton un tribunal correctionnel, au chef lieu du département le tribunal criminel qui sera à l'origine de la Cour d'assises.

#### **a) Le maintien des institutions**

La loi du 20 avril 1810 avait instauré un tribunal civil dans chaque arrondissement composé de trois juges nommés par le gouvernement. Un second degré était organisé avec les Cours d'appel regroupant plusieurs départements et au sommet de la hiérarchie judiciaire la Cour de Cassation.

Des juridictions d'exceptions comme les tribunaux paritaires des baux ruraux, les tribunaux des affaires de sécurité sociale, des juridictions militaires, des juridictions pour mineurs se sont créées.

Dans le domaine administratif, on a pu relever la création du tribunal des conflits, la consécration de la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat. Les conseils de préfectures au niveau départemental sont devenus les tribunaux administratifs.

A cette époque, les deux grands ordres de juridictions se profilent donc, à savoir l'ordre judiciaire et l'ordre administratif.

## **2 La rénovation des institutions**

La Constitution de 1958 a été le tournant majeur de la réforme des institutions juridictionnelles. Ces textes concernent principalement les juridictions de l'ordre judiciaire, mais aussi le personnel judiciaire, et améliorent les possibilités d'accès à la justice.

Le tribunal civil de première instance est devenu le tribunal de grande instance. La justice de paix a été remplacée par un tribunal d'instance.

La compétence des cours d'appel a été élargie. Puisque celle-ci sont habilités à statuer sur tous les appels tant en matière civile que pénale.

En 2000 la loi sur la présomption d'innocence a instauré un double degré de juridiction en matière criminelle et a par là même institué les Cours d'assises d'appel.

En novembre 2002 le juge de proximité est chargé d'aider le juge d'instance.

Dans l'ordre administratif, les juridictions administratives ont été réformées et la loi institua les cours administratives d'appel et opéra ainsi le transfert des appels devant le Conseil d'Etat.

Il y a aujourd'hui huit cours administratives d'appel.

#### **b) La réforme du personnel judiciaire**

Depuis 1958 tout le personnel judiciaire a fait l'objet de profondes rénovations.

Les magistrats ont vu leur recrutement et leur statut refondus. (Ecole nationale de la magistrature).

Le Conseil supérieur de la magistrature a vu ses prérogatives élargies (promotion et protection disciplinaire des magistrats).

Les avoués de première instance sont supprimés et l'avocat exerce seul en première instance les fonctions qu'il partageait antérieurement avec l'avoué.

L'accès à la justice a été amélioré ces dernières années grâce à une loi qui a rénové et modernisé ce que l'on appelait l'assistance juridique, et que l'on appelle aujourd'hui l'aide juridique. Cela permet au plaideur dépourvu de ressources d'avoir recours à la justice.